



BACKGROUNDER : ENVIRONMENTAL ASSESSMENT PROGRAM REFORM

WHAT IS THE PURPOSE OF THE ENVIRONMENTAL ASSESSMENT ACT?

The *Environmental Assessment Act* provides "for the protection, conservation and wise management... of the environment". "Environment" is broadly defined to include social, economic and cultural conditions as well as the natural and built environment.

HOW IS THE ACT APPLIED?

The act sets out an Environmental Assessment (EA) process for the planning and execution of activities or undertakings in an environmentally acceptable manner. A person or institution (the "proponent") wishing to proceed with an undertaking must:

- consider alternatives to proceeding and alternative ways of proceeding;
- evaluate the environmental effects of each alternative;
- demonstrate a sound decision making process that minimizes environmental effects;
- compile a formal document for government and public scrutiny;
- and, if required, present it to the Environmental Assessment Board at a public hearing.

The undertaking can be approved, approved subject to certain conditions.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR LA RÉFORME DU PROGRAMME D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

QUEL EST L'OBJET DE LA LOI SUR LES ÉVALUATIONS ENVIRONNEMENTALES?

La *Loi sur les évaluations environnementales* a pour objet « d'assurer la protection, la conservation et la gestion avisée de l'environnement en Ontario ». Dans sa définition la plus large, le terme « environnement » embrasse les conditions sociales, économiques et culturelles qui se répercutent sur l'être humain, ainsi que le monde physique, animal et végétal dont il dépend.

COMMENT LA LOI EST-ELLE MISE EN APPLICATION?

La Loi régit la planification et la mise en œuvre des projets (« entreprises ») du secteur public pour qu'ils soient réalisés d'une façon conciliable avec l'environnement. Elle prévoit à cette fin un processus d'évaluation environnementale, en vertu duquel toute personne ou tout organisme public (le « promoteur ») désirant exploiter une « entreprise » doit :

- étudier les solutions de rechange et les diverses façons de mener à bien son entreprise;
- évaluer les répercussions environnementales de chacune des solutions de rechange envisagées;
- planifier des mesures propres à atténuer les répercussions environnementales de son entreprise;
- rédiger un rapport qui fera l'objet d'un examen minutieux de la part du gouvernement et du public; et, si le promoteur est tenu de le faire,
- présenter ce rapport à la Commission des évaluations environnementales dans le cadre d'une audience publique.

WHAT TYPE OF UNDERTAKINGS ARE COVERED UNDER THE ACT?

The Act applies to provincial and municipal undertakings such as Ontario Hydro major transmission lines, highways, rapid transit and landfill sites.

Private sector projects are not covered by the Act itself, but they can be designated individually by regulation pursuant to the Act.

WHAT IS A CLASS EA?

Some undertakings are similar in nature, occur frequently, are limited in scale and have only minor and predictable environmental impacts. These undertakings are approved through a "Class EA" process rather than through an individual EA. Examples include improvements to existing water works, sewage works and roadways.

The Class EA process is a self-assessment process by the proponent provided that the proponent adheres to the prescribed planning process. If a particular undertaking within a class warrants individual attention it may be "bumped up" to an individual undertaking.

The concept of a Class EA is not specifically provided for in the Act. Class EAs were developed in response to a need in accordance with the principles of the Act.

ARE THERE EXEMPTIONS FROM THE ACT?

Since the mid 1980s exemptions have been substantially reduced. This means that more proponents must learn to follow the principles of the Act. However, exemptions may be given for emergency situations such as hazardous site clean-ups or interim expansion of landfills. For example, an exemption from the Act was granted to allow clean-up at the 1990 tire fire near Hagersville.

WHAT ARE THE BENEFITS OF THE EA ACT?

The EA Act is an effective mechanism for decision-making where environmental issues are complex and interests diverse. The EA process has delivered approvals and created good public acceptance for controversial projects such as landfill sites. It also

L'entreprise proposée peut être autorisée, ou autorisée à certaines conditions.

QUELLES SORTES D'ENTREPRISES LA LOI RÉGITE-ELLE?

Sont assujetties à la Loi les entreprises provinciales ou municipales, comme les lignes de distribution électrique d'Ontario Hydro, les autoroutes, les réseaux de transport terrestre à grande vitesse et les lieux d'enfouissement.

Les entreprises du secteur privé ne sont pas régies par la Loi elle-même, mais peuvent être désignées séparément en vertu d'un règlement découlant de la Loi.

EN QUOI CONSISTE UNE ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE PORTÉE GÉNÉRALE?

Certaines entreprises de petite échelle et de nature semblable sont réalisées fréquemment; leurs retombées environnementales sont minimes et prévisibles. Au lieu de faire l'objet d'une évaluation particulière, ces entreprises sont soumises à une évaluation environnementale dite « de portée générale ». Citons comme exemples les améliorations apportées aux ouvrages d'eau et d'égouts existants et les travaux de réfection des routes.

Le processus d'évaluation environnementale de portée générale en est un d'auto-évaluation. Le promoteur peut évaluer et approuver son propre projet, à condition d'adhérer au processus de planification prescrit par la Loi. Si une entreprise mérite une attention particulière, il se peut qu'elle change de catégorie et fasse l'objet d'une évaluation particulière.

Soulignons que cette notion de « portée générale » ne fait l'objet d'aucune disposition particulière dans la Loi, mais qu'elle découle plutôt de l'esprit de celle-ci.

CERTAINES ENTREPRISES SONT-ELLES EXEMPTÉES?

De nombreuses exemptions ont été éliminées depuis le milieu des années quatre-vingt. De plus en plus de promoteurs doivent donc se plier aux fondements de la Loi. Cela dit, certaines situations d'urgence, comme la remise en état d'un lieu contaminé ou l'expansion provisoire d'un lieu d'enfouissement, peuvent justifier une exemption. À titre d'exemple, une exemption a été accordée en 1990 pour permettre le nettoyage immédiat des sols pollués

ensures that projects are better planned for Ontario's environment than they would be without the process. Many proponents acknowledge that the *EA Act* has encouraged them to adopt comprehensive, environmentally-sensitive approaches to pursuing opportunities and resolving problems.

WHY IS THERE A NEED FOR EA REFORM?

Since the *EA Act* was proclaimed in 1976, the principles of the Act have remained sound. However problems with the administration of the Act have been identified. These problems fall into three main areas:

- **Need for clarity:**
There is a need for clearer direction to proponents and the public with respect to what is expected of them in the EA process, particularly at the start and in the early stages of the process.
- **More efficient EA program administration:**
Too much time has been taken for some government reviews of EA documents and for decisions respecting bump-up and designation requests from the public.
- **More efficient and effective EA Board hearings:**
While only one percent of individual EAs have required a Board hearing, a few of these hearings have become protracted and costly.

HOW HAS THE EA PROCESS BEEN REVIEWED?

In 1988, the review of the Environmental Assessment program commenced. It involved an Inter-Ministry Liaison Committee and a Public Advisory Group comprised of environmental and other special interest groups. A report produced by a Ministry of the Environment Task Force - *Toward Improving the Environmental Assessment Program in Ontario* - was released by the Honourable Ruth Grier in December 1990.

Extensive public consultation was undertaken, at the minister's request, by the Environmental Assessment Advisory Committee (EAAC). The Committee received 170 submissions and met with many concerned individuals and organizations in the first half of 1991.

après l'incendie qui a ravagé une cour d'entreposage de pneus, près de Hagersville.

QUELS SONT LES AVANTAGES DE LA LOI SUR LES ÉVALUATIONS ENVIRONNEMENTALES?

La *Loi sur les évaluations environnementales* facilite et accélère les prises de décisions lorsque les enjeux environnementaux sont complexes et les intérêts divers. Le processus d'autorisation qui découle de la Loi a fait ses preuves auprès du public, surtout en ce qui concerne les projets controversés comme les lieux d'enfouissement. Grâce à la Loi, les projets ontariens sont planifiés judicieusement, en tenant compte de l'environnement. De nombreux promoteurs reconnaissent d'ailleurs que la *Loi sur les évaluations environnementales* les a encouragés à adopter des stratégies créatives, qui respectent l'environnement.

POURQUOI LA RÉFORME?

Depuis sa promulgation, en 1976, la *Loi sur les évaluations environnementales* n'a pas été remise en question dans ses fondements. Son application a toutefois occasionné certaines difficultés, regroupées en trois catégories :

- **Clarté :** La Loi ne précise pas assez clairement le processus d'évaluation auquel doivent adhérer les promoteurs et le public, notamment au début et aux premières étapes de l'évaluation.
- **Efficacité :** Il faut accélérer l'examen des évaluations et hâter les décisions concernant le changement de catégorie et les demandes de désignation présentées par le public.
- **Audiences de la Commission des évaluations environnementales :** Bien qu'un pour cent seulement des évaluations aient été portées devant la Commission des évaluations environnementales, quelques-unes des audiences ont duré très longtemps et se sont révélées par conséquent assez coûteuses.

COMMENT LE PROGRAMME D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE A-T-IL ÉTÉ REVU?

La révision du programme d'évaluation environnementale a commencé en 1988. Deux groupes consultatifs y ont participé : le Comité de liaison interministériel et le Groupe consultatif public, qui réunit des groupes d'intérêts particuliers, groupes

Preliminary review of the public comments submitted to EAAC indicated that the majority of the submissions were generally supportive of the principles of environmental assessment but were concerned with its administration.

EAAC submitted its findings to the minister in two reports. *Reforms to the Environmental Assessment Program - Part 1* was received in October 1991, *Part 2* in January 1992. The reports are still under consideration by the Minister.

HOW IS THE MINISTRY PLANNING TO PROCEED WITH EA REFORM?

There are a number of administrative reforms that can be made to improve the efficiency and effectiveness of the EA program. The ministry is proceeding with these administrative reforms in the short term.

Other reforms will require legislative change. The ministry intends to make an announcement about proposed legislative reforms in the fall of 1992.

WHAT ARE THE GOALS OF THESE SHORT TERM ADMINISTRATIVE REFORMS?

Clarity and guidance, program administration and the EA Board hearings are all being addressed in these administrative reforms. Specific goals have been established in each area and measures are being introduced to achieve them.

1. Clarity and guidance

GOAL: To provide clear direction to proponents and the public so that they understand how the EA process works, and what is expected of them as they follow it.

The ministry plans to achieve this by developing a number of guidelines that will clearly spell out the requirements of the *EA Act* as it applies to particular types of undertakings including: municipal waste, private sector waste, minor and major transportation projects, electrical transmission facilities, hydraulic non-utility generating projects, Ontario Hydro hydraulic projects, major sewage and water facilities, and timber management.

écologiques y compris. De cette collaboration ont émané maintes considérations, rassemblées dans un rapport du ministère de l'Environnement (*Vers une amélioration du Programme d'évaluation environnementale en Ontario*) rendu public par la ministre de l'Environnement, M^{me} Ruth Grier, en décembre 1990.

À la demande de M^{me} Grier, le Comité consultatif des évaluations environnementales a amorcé une consultation du public. Dans le cadre de ses activités, qui se sont déroulées pendant le premier semestre de 1991, le Comité a reçu 170 demandes et a rencontré moult personnes et de nombreux groupes touchés par le programme d'évaluation environnementale.

Dans un premier temps, il est ressorti que le public appuyait, dans l'ensemble, les principes généraux de l'évaluation environnementale, mais avait des réserves quant à son administration.

Le Comité a présenté ses observations à la ministre sous la forme d'un rapport en deux parties, intitulé *Reforms to the Environmental Assessment Program*. La première partie du rapport a été soumise en octobre 1991, la seconde le sera en janvier 1992. La ministre n'a pas encore déposé ses conclusions.

COMMENT LE MINISTÈRE COMPTE-T-IL AMORCER LES RÉFORMES?

On a identifié un certain nombre de lacunes dans la façon dont le programme est administré, d'où les réformes administratives entreprises, à court terme, par le Ministère.

Les autres réformes nécessiteront une modification au texte de loi. Le ministère de l'Environnement espère pouvoir énoncer ses projets de réforme à l'automne 1992.

QUELS SONT LES OBJECTIFS VISÉS PAR CES RÉFORMES ADMINISTRATIVES?

Les réformes portent sur la clarté de la Loi, l'administration du programme et les audiences de la Commission des évaluations environnementales. On a établi des objectifs précis pour chacun de ces trois volets. Les voici :

1. Clarté et direction

OBJECTIF : Offrir des directives précises aux promoteurs et au public, de manière à ce qu'ils

Guidelines will also be developed to assist proponents and the public on:

- the *EA Act* and the approvals process;
- EA planning and approvals;
- the information requirements of core ministries in preparing an EA;
- public consultation;
- the role of the EA coordinator within each review agency

2. EA Program Administration

GOAL: To reduce the average time taken in the review of individual EA documents to one third of the time it takes today; and over the long term, to one-half when there is no hearing.

The long term goal is to reduce the time of the individual EA approvals process (from submission of EA document to issuance of approval where no hearing is held) from 25 months to 12 months.

Several measures will be employed to achieve these goals. These include:

- better workload planning within the EA branch of the ministry;
- concurrent agency/public review of selected EAs on a trial basis with a view to long-term implementation;
- deadlines for document reviews;
- development of a standard review format;
- enhanced staff training
- development of criteria for the assessment of requests for bump-ups, designations and exemptions that will ensure all parties understand why and how these decisions are made;
- streamlining administration of Notices under the Act;
- developing a "parent" model Class EA to ensure consistency of content for all Class EAs and to provide clear direction to proponents for the preparation of Class EAs.

3. EA Board Hearings

GOALS: To manage and administer the EA process so as to minimize, through the use of negotiation and other tools, the number of projects for which a hearing is requested.

puissent comprendre sans ambiguïté leur rôle respectif et les mécanismes du processus d'évaluation environnementale.

Le ministère de l'Environnement compte atteindre cet objectif par la formulation de lignes directrices qui expliqueront clairement les exigences de la *Loi sur les évaluations environnementales* concernant certaines catégories d'entreprises, touchant, par exemple, à la gestion des ordures ménagères, à la gestion des déchets produits par le secteur privé, aux petits et aux grands projets de transport, aux installations électriques, aux travaux d'hydro-électricité du secteur privé, aux travaux d'hydro-électricité d'Ontario Hydro, aux grandes usines de traitement de l'eau et d'épuration des eaux d'égout et à la gestion forestière.

Des lignes directrices porteront également sur :

- la *Loi sur les évaluations environnementales* et la façon dont les demandes sont autorisées;
- la planification et le processus d'autorisation des évaluations environnementales;
- les données dont les ministères concernés ont besoin pour préparer leurs évaluations environnementales;
- l'apport du public;
- le rôle du coordonnateur des évaluations environnementales au sein de chaque organisme examinateur.

2. Administration du programme d'évaluation environnementale

OBJECTIF : Réduire d'un tiers, d'ici 1994, le temps consacré en moyenne à chaque évaluation environnementale; et réduire de moitié, à long terme, le temps consacré aux évaluations lorsqu'il n'y a pas d'audience publique.

Le Ministère vise comme objectif à long terme de réduire de 25 mois à 12 mois le temps consacré à chaque évaluation (de la soumission du document à l'autorisation de l'entreprise proposée, lorsqu'une audience n'est pas requise).

Ces objectifs seront atteints par divers moyens, notamment :

- une meilleure planification des charges de travail au sein de la Direction des évaluations environnementales du ministère;

To reduce the average length of the hearings process (notice, pre-hearing consultations, formal hearing) by half.

To reduce the average length of a formal hearing by half.

To have board decisions rendered within 90 days of the completion of a formal hearing.

Planned initiatives to achieve these goals include:

- enhanced training of board members to improve control and conduct of hearings;
- scoping of issues and topics to be addressed at pre-hearings;
- establishing schedules for each element of the hearing process, such as pre-determined time allocations for each party's presentation of evidence;
- expanded use of mediation techniques;
- providing summaries of important board decisions;
- facilitating access to legal advice for the board; and
- increased dialogue with participants.

WILL THESE ADMINISTRATIVE REFORMS COMPROMISE THE INTEGRITY OF THE EA ACT?

No, the ministry remains committed to the principles of the Act and to an Environmental Assessment process where all concerned parties may have input.

WHAT HAS BEEN ACCOMPLISHED TO DATE?

The ministry has already put in place a number of initiatives aimed at providing guidance to proponents and the timely completion of government reviews.

Clear written direction has been provided to a number of proponents during the preliminary stages of their EA process. This has removed uncertainty, accelerated the process and reduced proponent costs.

In the fiscal year 1991-92, 18 reviews were completed. This exceeds the number of reviews completed in the previous four years combined.

- l'examen simultané de certaines évaluations environnementales par le public et par le gouvernement, à titre expérimental au début, mais dans l'intention d'adopter à long terme cette méthode;
- l'établissement de dates d'échéance pour l'examen des documents;
- la normalisation du protocole d'examen;
- une meilleure formation du personnel;
- la formulation de critères précis, qui guideront l'évaluation des demandes de changement de catégorie, de désignation et d'exemption; ces critères garantiront que les parties concernées comprennent bien le processus décisionnel;
- une meilleure administration des avis émis en vertu de la Loi;
- l'élaboration d'un modèle « parallèle » d'évaluation environnementale de portée générale dans le but d'uniformiser les directives sur lesquelles se fondent les promoteurs pour préparer leurs demandes.

3. Audiences de la Commission des évaluations environnementales

OBJECTIFS : Gérer et administrer le processus d'évaluation environnementale de manière à minimiser, par la négociation ou autres mécanismes, le nombre d'entreprises nécessitant une audience.

Réduire de moitié le temps consacré en moyenne au processus d'audience (publication d'avis, consultations en préparation de l'audience, tenue de l'audience).

Réduire de moitié le temps consacré en moyenne aux audiences.

Faire en sorte que la Commission rende ses décisions dans les 90 jours qui suivent la tenue d'une audience.

Afin d'atteindre ces objectifs, le Ministère se propose:

- d'approfondir la formation des membres de la Commission, afin d'améliorer le déroulement des audiences;
- de mieux cerner les questions et les sujets pouvant être traités lors des séances préparatoires;
- d'établir un calendrier pour chacun des volets du processus d'audience, en fixant, par exemple, la limite de temps accordé à chaque partie pour la présentation des preuves;

A document titled *Environmental Assessment Statistical Summary* (PIBS 1923E) is available from the Public Information Centre, as listed below.

FOR MORE INFORMATION, PLEASE CONTACT

Ontario Ministry of the Environment
Public Information Centre
135 St. Clair Ave. W.
Toronto, Ontario M4V 1P5

Tel: (416) 323-4321
1-800-565-4923

PIBS 1920B
04/92

- de favoriser davantage la médiation;
- de résumer les grandes décisions de la Commission;
- de permettre à la Commission d'obtenir plus facilement des conseils juridiques;
- de favoriser le dialogue entre les participants.

CES RÉFORMES ATTÉNUERONT-ELLES LA PORTÉE DE LA LOI SUR LES ÉVALUATIONS ENVIRONNEMENTALES?

Non. Le ministère de l'Environnement adhère avec toujours autant de volonté aux fondements de la Loi, ainsi qu'au processus d'évaluation environnementale, qui, par sa nature même, invite la participation de toutes les parties concernées.

QU'A-T-ON ACCOMPLI JUSQU'À PRÉSENT?

Le ministère de l'Environnement a déjà mis en branle diverses initiatives, qui aideront les promoteurs à présenter leurs demandes et accéléreront l'examen de celles-ci par le gouvernement.

Plusieurs promoteurs ont déjà reçu (par écrit) des directives précises au cours des étapes préliminaires du processus d'évaluation. Cette initiative a permis de dissiper les doutes, d'accélérer les évaluations et de réduire les coûts assumés par les promoteurs.

Dix-huit évaluations ont été menées à terme pendant l'exercice financier 1991-1992. Ce nombre dépasse celui de toutes les évaluations traitées au cours des quatre années précédentes.

On peut se procurer un document intitulé *Évaluations environnementales - Résumé statistique* (PIBS 1923E) auprès du Centre d'information du ministère de l'Environnement (voir l'adresse ci-dessous).

POUR OBTENIR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS, S'ADRESSER AU :

Ministère de l'Environnement de l'Ontario
Centre d'information
135, avenue St. Clair ouest
Toronto (Ontario) M4V 1P5
Téléphone : (416) 323-4321
1-800-565-4923



PRINTED ON
RECYCLED PAPER
IMPRIMÉ SUR
DU PAPIER RECYCLÉ

